

StatCan et la COVID-19 :

Des données aux connaissances, pour bâtir un Canada meilleur



Vulnérabilités liées à la COVID-19 chez les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+

par Elena Prokopenko et Christina Kevins

Date de diffusion : le 15 décembre 2020

Date de correction : le 9 septembre 2022



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada 

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Programme des services de dépôt

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| • Service de renseignements | 1-800-635-7943 |
| • Télécopieur | 1-800-565-7757 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Avis de correction

Une erreur a été trouvée dans le présent article et une correction a été apportée au montant en dollars figurant dans la phrase suivante:

Selon l'ESEPP (Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés) de 2018, les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+ étaient surreprésentés dans les catégories à faible revenu et ils étaient moins susceptibles que les Canadiens et les Canadiennes n'étant pas LGBTQ2+ d'avoir un revenu personnel total supérieur à 60 000 \$ avant impôt.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Industrie 2020

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.



Vulnérabilités liées à la COVID-19 chez les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+

par **Elena Prokopenko** et **Christina Kevins**

L'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) a déterminé que les personnes qui sont aux prises avec des obstacles économiques et celles dont les conditions de logement sont peu sûres, inadéquates ou inexistantes faisaient partie des populations particulièrement vulnérables durant la pandémie (ASPC, 2020a). Les mesures adoptées pour prévenir la propagation de la COVID-19 posent un ensemble unique de défis aux Canadiens et aux Canadiennes LGBTQ2+, à savoir les personnes qui sont lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres ou bispirituelles, ou qui déclarent une autre identité de genre non binaire ou une autre identité sexuelle minoritaire (voir l'encadré « Terminologie »). Par exemple, il est possible que les jeunes LGBTQ2+ doivent s'isoler à la maison avec des membres de la famille qui sont homophobes, biphobes ou transphobes (ASPC, 2020b), et d'autres options de logement ne sont peut-être pas accessibles ni abordables. Même s'il n'existe pas encore d'ensemble de données importantes pour éclairer les expériences des Canadiens et des Canadiennes LGBTQ2+ au cours de la pandémie de COVID-19, l'article permet d'explorer les inégalités de revenu, la sécurité financière et l'insécurité liée au logement entre les personnes LGBTQ2+ et celles n'étant pas LGBTQ2+ qui prévalaient avant la pandémie à l'aide des données de l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés de 2018. Ces vulnérabilités pourraient être exacerbées par d'autres facteurs de stress causés par la pandémie.

Terminologie

Le vocabulaire lié aux communautés LGBTQ2+ évolue rapidement. Ainsi, la terminologie peut changer au fil du temps, varier selon le contexte et vouloir dire différentes choses pour différentes personnes. « LGBTQ2+ » est le sigle officiel utilisé par le gouvernement du Canada dans l'ensemble de ses programmes et de ses politiques. À Statistique Canada, le sigle « LGBTQ2+ » est utilisé pour refléter le large éventail d'identités de genre et d'identités sexuelles qui existent dans la société.

Les répondants ont été inclus dans la population LGBTQ2+ en fonction de l'orientation sexuelle autodéclarée (personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles ou d'une autre identité sexuelle minoritaire, comme les personnes asexuelles, pansexuelles ou queers) ou de l'identité de genre autodéclarée (personnes transgenres et personnes ayant une identité non binaire, notamment celles de genre queer, de genre fluide ou agenres). L'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés a été utilisée pour l'analyse en partie parce qu'il s'agit d'une enquête de Statistique Canada qui peut servir à étudier la population LGBTQ2+.

La répartition selon l'âge et le genre de la population LGBTQ2+ expose celle-ci à un risque plus élevé de perte d'emploi

L'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés (ESEPP) a permis de démontrer qu'en 2018, les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+ étaient généralement plus jeunes que les Canadiens et les Canadiennes

StatCan et la COVID-19 :

Des données aux connaissances, pour bâtir un Canada meilleur



n'étant pas LGBTQ2+ et étaient beaucoup¹ moins susceptibles de s'identifier en tant qu'homme. La répartition selon l'âge et le genre de la population LGBTQ2+ était également associée à un risque plus élevé de perte d'emploi.

L'ESEPP a constaté qu'en 2018, la population LGBTQ2+ représentait 4 % de l'ensemble de la population canadienne. Les jeunes (les personnes de 15 à 24 ans) constituaient 30 % de la population LGBTQ2+, par rapport à 14 % de la population n'étant pas LGBTQ2+. À l'opposé, 7 % des Canadiens et des Canadiennes LGBTQ2+ étaient âgés de 65 ans et plus, comparativement à 21 % de la population canadienne n'étant pas LGBTQ2+. En ce qui concerne le genre, dans la population LGBTQ2+, 44 % des répondants se sont identifiés comme des hommes, 52 %, comme des femmes, et 4 %, comme appartenant à diverses identités de genre en 2018, alors qu'il y avait une répartition de près de 50-50 (49,5 % et 50,5 %) entre les hommes et les femmes dans la population n'étant pas LGBTQ2+.

Les constatations antérieures concernant les répercussions de la COVID-19 ont montré que, au Canada, les jeunes (de 15 à 24 ans) ont connu la baisse de l'emploi la plus importante et la plus persistante. Selon les estimations d'octobre 2020 provenant de l'Enquête sur la population active, le niveau d'emploi chez les jeunes demeure le plus éloigné des niveaux observés en février 2020 pour les femmes (-11,5 %) et les hommes (-8,9 %), par rapport à une baisse de 2,0 % chez les hommes et de 1,4 % chez les femmes de 25 à 54 ans (Statistique Canada, 2020a). Compte tenu de la proportion élevée de jeunes dans la population LGBTQ2+, il est probable que les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+ soient parmi les personnes qui sont touchées de façon disproportionnée par la perte d'emploi pendant la pandémie.

Les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+ ont des revenus plus bas et sont plus susceptibles de connaître une situation d'insécurité financière

Les ressources financières peuvent atténuer les répercussions du manque d'emplois et de la perte d'emploi. Selon l'ESEPP de 2018, les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+ étaient surreprésentés dans les catégories à faible revenu et ils étaient moins susceptibles que les Canadiens et les Canadiennes n'étant pas LGBTQ2+ d'avoir un revenu personnel total supérieur à 60 000 \$ avant impôt² (graphique 1). En particulier, une proportion nettement plus élevée de Canadiens et de Canadiennes LGBTQ2+ (41 %) touchaient un revenu personnel total inférieur à 20 000 \$ par année par rapport à leurs homologues n'étant pas LGBTQ2+ (26 %)³. De plus, le revenu personnel moyen des personnes LGBTQ2+ ayant un revenu était nettement plus faible (39 000 \$) que celui des personnes n'étant pas LGBTQ2+ (54 000 \$) au Canada.

Les différences de revenu entre les groupes LGBTQ2+ et les groupes n'étant pas LGBTQ2+ peuvent être attribuées, en partie, à des différences de caractéristiques sociodémographiques qui affectent le revenu personnel, comme l'âge, l'état matrimonial, la présence d'enfants au foyer, l'éducation, l'industrie ou la profession. Par exemple, l'ESEPP a montré qu'une proportion considérablement plus élevée de la population LGBTQ2+ était actuellement inscrite à l'école, au cégep, au collège ou à l'université (24 % par rapport à 13 % chez la population n'étant pas LGBTQ2+), ce qui réduisait son revenu potentiel⁴. L'analyse présentée dans cet article n'a cependant pas permis de contrôler ces facteurs.

1. La proportion diffère considérablement de celle du groupe de référence des personnes n'étant pas LGBTQ2+ ($p < 0,05$). Pour obtenir plus de renseignements sur les tests de signification, veuillez consulter la section « Méthodologie ».
2. Pour obtenir plus de renseignements sur le calcul du revenu, veuillez consulter la section « Méthodologie ».
3. Compte tenu des différences d'âge entre la population LGBTQ2+ et celle n'étant pas LGBTQ2+, les résultats ont été examinés selon le groupe d'âge. La tendance est demeurée la même que celle observée dans les constatations globales, alors que les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+ de 15 à 34 ans étaient surreprésentés dans la catégorie de revenu le plus faible (différence significative). Cette tendance s'est maintenue chez les 35 ans et plus, mais la différence n'était pas statistiquement significative. Les différences statistiquement significatives ont été déterminées au moyen des intervalles de confiance au niveau de 95 %.
4. Toutefois, les taux d'inscription n'étaient pas très différents entre les jeunes LGBTQ2+ et les jeunes n'étant pas LGBTQ2+ de 15 à 24 ans.



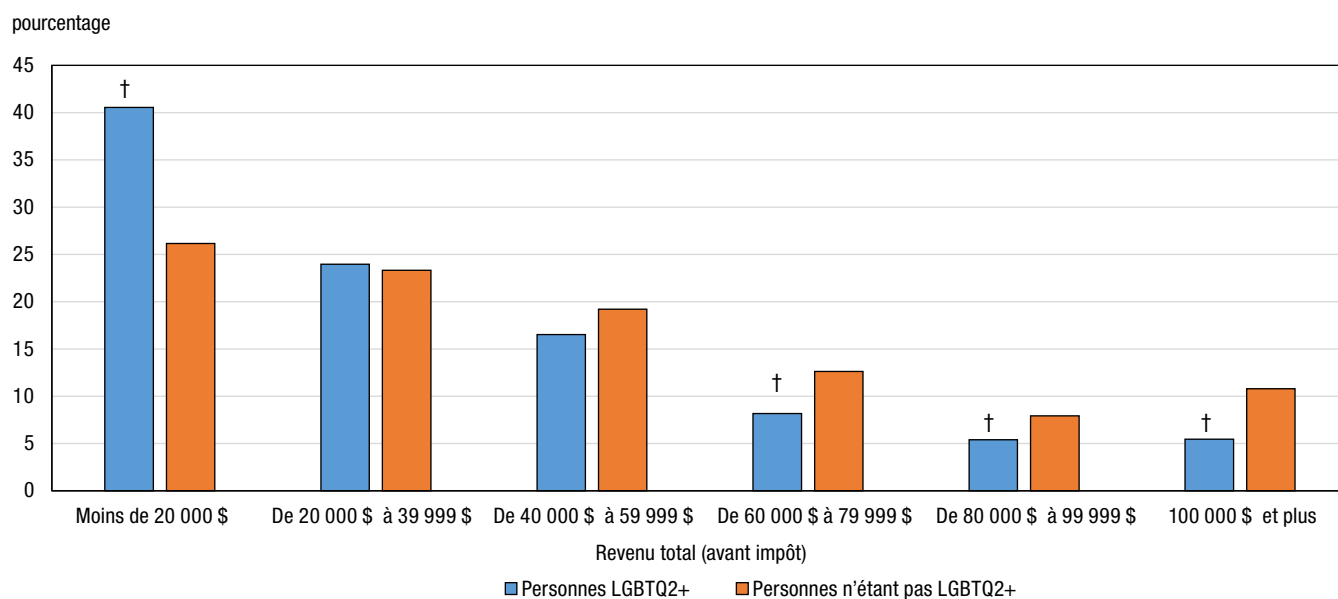
StatCan et la COVID-19 :

Des données aux connaissances, pour bâtir un Canada meilleur



Des études antérieures ont révélé que l'orientation sexuelle a un effet important sur le revenu personnel⁵. Une analyse réalisée récemment, qui combinait 10 cycles de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (Waite et autres, 2020), a révélé des écarts importants entre les revenus qui favorisaient les hommes hétérosexuels par rapport aux hommes gays et bisexuels, et les femmes hétérosexuelles par rapport aux femmes bisexuelles. Selon l'ESEPP, les femmes et les hommes bisexuels ainsi que les hommes gays composaient les trois quarts de la population LGBTQ2+. La proportion élevée de ces groupes relativement défavorisés au chapitre du revenu au sein de la population LGBTQ2+ pourrait contribuer aux différences de revenu présentées dans le graphique 1.

Graphique 1
Revenu personnel total des Canadiens et des Canadiennes LGBTQ2+ et de leurs homologues n'étant pas LGBTQ2+ âgés de 15 ans et plus, année d'imposition 2017



† différences statistiquement significatives par rapport au groupe de référence (personnes n'étant pas LGBTQ2+) identifiées à l'aide d'intervalles de confiance au niveau de 95 %
Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés, 2018.

En 2018, un tiers (33 %) des Canadiens et des Canadiennes LGBTQ2+ ont trouvé difficile ou très difficile de répondre à leurs besoins en matière de transport, de logement, de nourriture, de vêtements, de participation à certaines activités sociales et d'autres dépenses nécessaires, comparativement à 27 % des Canadiens et des Canadiennes n'étant pas LGBTQ2+. Une proportion nettement plus élevée de la population LGBTQ2+ était également moins susceptible de s'acquitter de dépenses soudaines et imprévues : 11 % des Canadiens et des Canadiennes LGBTQ2+ ont déclaré ne pas être en mesure de s'acquitter d'une dépense imprévue de 500 \$, par rapport à 7 % des Canadiens et des Canadiennes n'étant pas LGBTQ2+⁶.

5. Jusqu'à présent, aucune donnée démographique concernant les résultats sur le marché du travail des Canadiens et des Canadiennes transgenres ou de diverses identités de genre n'a été signalée (Waite et autres, 2019).

6. Une proportion plus élevée de jeunes LGBTQ2+ (de 15 à 34 ans) ont déclaré ne pas être en mesure de s'acquitter d'une dépense imprévue de 500 \$, mais la différence n'était pas statistiquement significative par rapport aux jeunes n'étant pas LGBTQ2+. On observait une tendance similaire chez les personnes de 35 ans et plus, alors qu'une proportion plus élevée a fait état de difficulté à s'acquitter d'une dépense imprévue, mais cette différence n'était pas statistiquement significative chez les Canadiens et les Canadiennes n'étant pas LGBTQ2+ du même groupe d'âge.

StatCan et la COVID-19 :

Des données aux connaissances, pour bâtir un Canada meilleur



Étant donné que, avant la pandémie, bon nombre de Canadiens et de Canadiennes LGBTQ2+ touchaient des revenus plus faibles, éprouvaient de la difficulté à respecter leurs obligations financières et avaient de la difficulté à s'acquitter de dépenses imprévues, ils pouvaient être particulièrement vulnérables financièrement s'ils perdaient un emploi en raison de la COVID-19.

Les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+ peuvent être exposés à un plus grand risque de perdre l'accès à un logement sûr et sécuritaire

Afin de s'isoler en toute sécurité à la maison au cours d'une pandémie, une personne doit avoir accès à un logement de qualité et à un milieu sain et sécuritaire à la maison. En outre, les personnes qui vivent de l'itinérance sont confrontées à des risques supplémentaires liés à la COVID-19 et à des complications connexes en raison d'obstacles à l'accès aux soins de santé et aux ressources communautaires. Ces risques et ces obstacles à l'accès pourraient être exacerbés en cas de pénurie de programmes, de services et de soutiens spécialisés pour les personnes LGBTQ2+, ou si ces dernières font l'objet de discrimination lorsqu'elles ont accès aux ressources destinées à la population générale. De telles circonstances les empêcheraient de suivre efficacement les conseils de santé publique pour s'isoler, pratiquer l'éloignement physique et adopter une hygiène des mains appropriée (ASPC, 2020c).

L'ESEPP de 2018 a révélé que les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+ étaient plus de deux fois plus c)⁷. L'ESEPP, qui comprenait des questions sur les types d'itinérance vécus par les répondants (graphique 2), a révélé que les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+ étaient trois fois plus susceptibles que leurs homologues n'étant pas LGBTQ2+ (6 % par rapport à 2 %) de déclarer avoir été obligés de vivre dans un refuge, dans la rue ou dans un immeuble abandonné. Ils étaient également plus de deux fois plus susceptibles (21 %) que les Canadiens et les Canadiennes n'étant pas LGBTQ2+ (10 %) de déclarer avoir habité chez des membres de la famille ou des amis parce qu'ils n'avaient pas d'autre endroit où demeurer. Chez les Canadiens et les Canadiennes qui n'ont pas signalé ces deux situations, les personnes LGBTQ2+ étaient deux fois plus susceptibles de déclarer devoir vivre temporairement ailleurs que chez elles parce qu'elles quittaient une situation abusive ou violente (7 % par rapport à 3 %). Ces constatations suggèrent que ces personnes sont plus susceptibles d'avoir un attachement incertain à un logement sûr et sécuritaire.

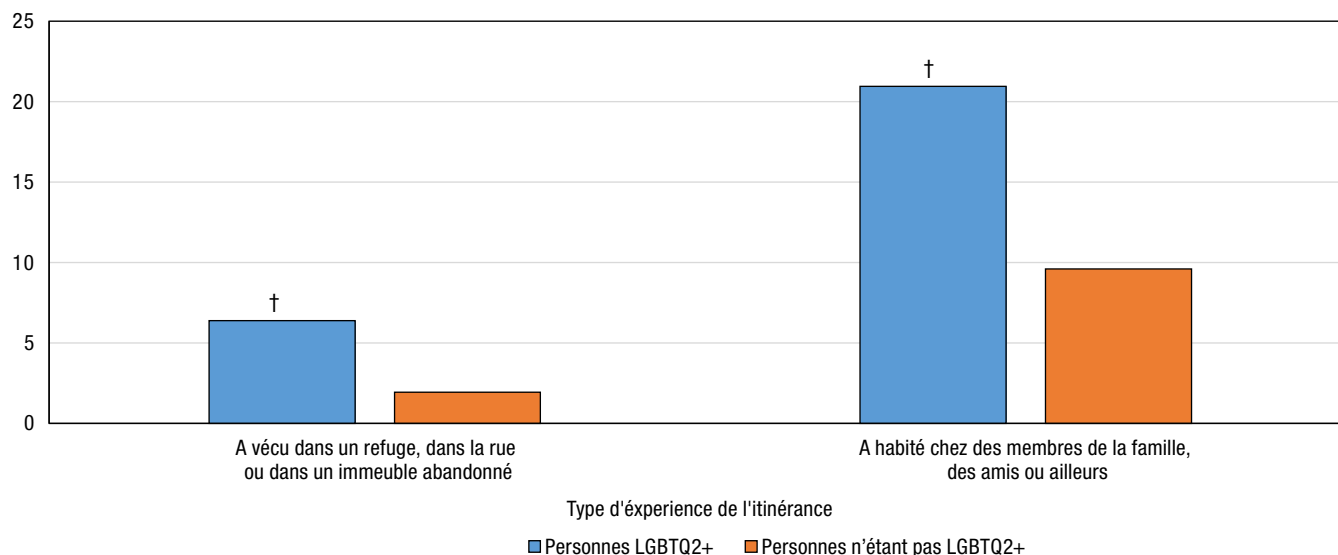
7. Cette constatation est demeurée statistiquement significative même lorsqu'on compare les deux populations selon le groupe d'âge. Les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+ plus jeunes (de 15 à 34 ans) et ceux et celles plus âgés (35 ans et plus) étaient beaucoup plus susceptibles d'avoir déjà connu une quelconque forme d'itinérance que les Canadiens et les Canadiennes n'étant pas LGBTQ2+ de ces groupes d'âge.





Graphique 2
Expériences de l'itinérance chez les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+ et leurs homologues n'étant pas LGBTQ2+ âgés de 15 ans et plus, 2018

pourcentage ayant déclaré une telle expérience



† différences statistiquement significatives par rapport au groupe de référence (personnes n'étant pas LGBTQ2+) identifiées à l'aide d'intervalles de confiance au niveau de 95 %
 Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés, 2018.

Une analyse récente de l'Enquête canadienne sur le logement (Statistique Canada, 2020b) a révélé que le logement inadéquat était un problème auquel les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+ étaient confrontés. Selon l'enquête, en 2018, les ménages dont la personne responsable de la prise de décisions en matière de logement était lesbienne, gaie, bisexuelle ou d'une autre identité sexuelle minoritaire étaient plus susceptibles de vivre avec des besoins impérieux en matière de logement⁸ (17 %, par rapport à 11 % chez les ménages dont la personne principalement responsable de la prise de décisions était hétérosexuelle). La même analyse a révélé que 30 % des ménages LGB+ ont déclaré dépenser au moins 30 % de leur revenu pour le logement et les coûts d'habitation, comparativement à 21 % chez les ménages de répondants hétérosexuels. Ces constatations suggèrent que l'accès au logement est plus précaire chez la population LGBTQ2+⁹. La forte proportion de personnes LGBTQ2+ qui sont déjà économiquement marginalisées signifie qu'elles pourraient devoir faire des choix particulièrement difficiles en matière de logement et de conditions d'habitation.

Des recherches antérieures ont montré que le rejet du foyer parental augmente le risque d'itinérance chez les jeunes LGBTQ2+ (Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2019), ce qui donne à penser que la résidence familiale n'est peut-être pas être un filet de sécurité pour les jeunes LGBTQ2+ s'ils perdent l'accès au logement. En 2018, l'ESEPP a constaté qu'une proportion nettement plus élevée de jeunes LGBTQ2+ de 15 à 24 ans (35 %) vivait à l'extérieur de la résidence de leurs parents par rapport aux jeunes n'étant pas LGBTQ2+ (24 %).

8. Il s'agit d'un ménage dont le logement est considéré comme étant inadéquat, inabordable ou d'une taille non convenable et dont le niveau de revenu est insuffisant pour permettre de payer les frais de logement d'un logement approprié et adéquat dans sa communauté.
 9. Les utilisateurs doivent faire preuve de prudence : il ne faut pas faire de comparaison directe avec la population LGBTQ2+ déterminée par l'ESEPP en raison de différences dans la méthodologie d'échantillonnage (ce point est expliqué plus loin, à la section « Méthodologie »).

StatCan et la COVID-19 :

Des données aux connaissances, pour bâtir un Canada meilleur



Le rejet par la famille peut faire de la maison un endroit non accueillant pour les jeunes LGBTQ2+, ce qui leur donne moins d'options de logement pendant cette période de perte d'emploi et de réduction du revenu qui a affecté de façon disproportionnée les jeunes au Canada (Statistique Canada, 2020a).

Le présent article a permis de brosser un tableau des résultats d'enquêtes menées par Statistique Canada avant la pandémie de COVID-19 qui laissent entendre que la population LGBTQ2+ pourrait avoir des caractéristiques qui la rendent plus vulnérable aux facteurs de stress liés aux finances et au logement en raison de la pandémie et des restrictions connexes en matière de santé publique. L'analyse a démontré que la composition démographique de cette population contribue à une part disproportionnée de risque de perte d'emploi, de revenus personnels inférieurs et de difficultés financières supplémentaires avant la pandémie, ce qui pourrait avoir une incidence sur sa capacité à atténuer les pertes de revenu liées aux interruptions de travail. Les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+ présentaient également un risque accru de connaître l'itinérance ou l'insécurité liée au logement, ce qui pourrait faire en sorte qu'il leur soit difficile de s'isoler ou de se mettre en quarantaine et de suivre les recommandations en matière de santé publique. L'accès à un logement sûr et sécuritaire peut être particulièrement précaire pour les jeunes qui sont aux prises avec un environnement peu accueillant à la maison.

Méthodologie

Le présent article examine les différences en ce qui concerne les vulnérabilités sociales et économiques des Canadiens et des Canadiennes LGBTQ2+ par rapport aux Canadiens et aux Canadiennes n'étant pas LGBTQ2+, et la manière dont cette situation pourrait les exposer à de plus grands risques de répercussions de la pandémie de COVID-19. Les différences importantes sur le plan statistique entre deux estimations ont été relevées au moyen des intervalles de confiance de 95 %. Sauf indication contraire, les différences signalées étaient importantes.

Le terme « LGBTQ2+ » désigne les personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, bispirituelles, ou les personnes déclarant une autre identité de genre non binaire ou une autre identité sexuelle minoritaire. Même si les membres de ces communautés diffèrent au chapitre des types de difficultés et de discrimination auxquels ils sont confrontés selon l'endroit où ils se trouvent sur le spectre de l'orientation sexuelle et de genre, l'article les regroupe en raison de la petite taille de l'échantillon. De plus, l'article ne tient pas compte de l'effet de l'appartenance à plusieurs groupes de population vulnérables (p. ex. en fonction de l'origine ethnoculturelle, de l'identité autochtone ou de l'incapacité), et les Canadiens et les Canadiennes LGBTQ2+ de même que leurs homologues n'étant pas LGBTQ2+ peuvent être victimes de discrimination en raison d'autres caractéristiques identitaires.

L'analyse est principalement fondée sur les données de l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés, qui ont été recueillies par Statistique Canada en 2018. Les résultats sont fondés sur les réponses de plus de 45 000 personnes au Canada, et l'échantillon est représentatif de la population canadienne âgée de 15 ans et plus. Au moment du contact avec un ménage, un membre du ménage âgé de 15 ans et plus a été sélectionné au hasard pour remplir le questionnaire. Bien que l'enquête se concentre principalement sur les expériences et les caractéristiques de la victimisation avec violence, ainsi que sur d'autres expériences indésirables en public, en ligne ou au travail, elle comprend également des éléments sur l'attachement au logement et sur la sécurité financière, qui ont constitué la base de l'analyse du présent article. Pour obtenir plus de renseignements sur les définitions et les méthodes d'enquête, veuillez consulter la page de l'[Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés](#) de Statistique Canada.

L'unité d'échantillonnage de l'Enquête canadienne sur le logement de 2018, mentionnée dans l'analyse, était le logement. Un questionnaire par logement a été rempli par l'une des personnes responsables des décisions liées au logement.



StatCan et la COVID-19 :

Des données aux connaissances, pour bâtir un Canada meilleur



Dans le contexte de l'analyse, le revenu personnel total s'entend des rentrées d'argent de certaines sources, avant impôt sur le revenu et retenues. Pour permettre de réduire le fardeau des répondants et d'améliorer la qualité des données, l'information sur le revenu de l'ESEPP de 2018 provenait des déclarations de revenus de 2017 des répondants. Le revenu total avant impôt représente la somme de revenus reçus de toutes les sources, dont le revenu d'emploi, les transferts gouvernementaux, les revenus de placement, les pensions de retraite de source privée et tout autre revenu à l'exclusion des gains ou des pertes en capital. Il est important de noter que l'information sur le revenu a été recueillie uniquement selon cette méthode pour les répondants des provinces. Dans les territoires, l'information sur le revenu a été recueillie directement auprès des répondants, qui ont été invités à fournir la meilleure estimation possible de leur revenu personnel total, avant impôt et retenues, provenant de toutes les sources au cours de l'année se terminant le 31 décembre 2017. En raison des différentes méthodes de collecte et des différents niveaux de précision, ainsi que de la petite taille de l'échantillon dans les territoires, cette partie de l'analyse a été limitée aux provinces. Par conséquent, 0,3 % des répondants ont été exclus de l'analyse.





Références

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT. 2019. « [Enjeux et besoins liés au logement des personnes LGBTQ2S+](https://cmhc-schl.gc.ca/fr/housing-observer-online/2019-housing-observer/lgbtq2s-housing-needs-challenges) », <https://cmhc-schl.gc.ca/fr/housing-observer-online/2019-housing-observer/lgbtq2s-housing-needs-challenges> (site consulté le 21 juillet 2020).

AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA (ASPC). 2020a. « [Les populations vulnérables et la COVID-19](https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/publications/maladies-et-affections/populations-vulnerables-covid-19.html) », <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/publications/maladies-et-affections/populations-vulnerables-covid-19.html> (site consulté le 10 août 2020).

AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA (ASPC). 2020b. « [Du risque à la résilience : une approche axée sur l'équité concernant la COVID-19](https://www.canada.ca/fr/sante-publique/organisation/publications/rapports-etat-sante-publique-canada-administrateur-chef-sante-publique/du-risque-resilience-approche-equite-covid-19.html) », *Rapport de l'administratrice en chef de la santé publique du Canada sur l'état de la santé publique au Canada 2020*, <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/organisation/publications/rapports-etat-sante-publique-canada-administrateur-chef-sante-publique/du-risque-resilience-approche-equite-covid-19.html> (site consulté le 30 octobre 2020).

AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA (ASPC). 2020c. « [Lignes directrices à l'intention des fournisseurs de services aux personnes en situation d'itinérance \(dans le contexte de la COVID-19\)](https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/maladies/2019-nouveau-coronavirus/document-orientation/itinerance.html) », <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/maladies/2019-nouveau-coronavirus/document-orientation/itinerance.html> (site consulté le 3 septembre 2020).

STATISTIQUE CANADA. 2020a. « Enquête sur la population active, octobre 2020 », *Le Quotidien*, diffusé le 6 novembre 2020, produit n° 11-001-X au catalogue.

STATISTIQUE CANADA. 2020b. « L'Enquête canadienne sur le logement, 2018 : les besoins impérieux en matière de logement des ménages locataires vivant dans un logement social et abordable », *Série de documents de recherche – Revenu*, produit n° 75F0002M au catalogue.

WAITE, Sean, John ECKER et Lori E. ROSS. 2019. « A systematic review and thematic synthesis of Canada's LGBTQ2S+ employment, labour market and earnings literature », *PLoS ONE*, vol. 14, n° 10, e0223372.

WAITE, Sean, Vesna PAJOVIC et Nicole DENIER. 2020. « Lesbian, gay and bisexual earnings in the Canadian labor market: New evidence from the Canadian Community Health Survey », *Research in Social Stratification and Mobility*, vol. 67.